

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 19/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUHN décharge

rue de l'Ermitage
67700 SAVERNE

Références : 0006701956/CF/CE
Code AIOT : 0006701956

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement KUHN décharge implanté rue de l'Ermitage - 67700 SAVERNE. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette nouvelle visite intervient suite à la mise en demeure du 24/06/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUHN décharge
- rue de l'Ermitage - 67700 SAVERNE
- Code AIOT : 0006701956
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise KUHN MGM exploite une décharge de sable de fonderie sur le ban communal de Monswiller. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 24/05/1991.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PFAS - Transmission	AP de Mise en	Mise en demeure du 24/06/2024	Levée de mise en	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des résultats de la campagne d'analyse 2024	demeure du 24/06/2024, article 1		demeure	
2	Situation administrative - Rubrique 2760	Code de l'environnement du 05/03/2025, articles L.511-2 et R.511-9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Clôture	Arrêté Préfectoral du 24/05/1991	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Suivi d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 31	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Déchets non-admissibles	Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 35	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 40	/	Sans suite	/
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 38	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Réaménagement définitif	Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 30	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence des non-conformités quant à la gestion et au suivi de cette installation classée par l'exploitant notamment en lien avec le débordement du bassin de lixiviation, la présence de déchets non-autorisés et le suivi du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PFAS - Transmission des résultats de la campagne d'analyse 2024

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 24/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : « La société KUHN décharge, dont le siège social est situé rue de l'Ermitage - 67700 SAVERNE, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de fabrication de colles,

situées rue de l'Ermitage - 67700 SAVERNE, dans un délai de trois mois, les prescriptions, de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 reprises ci-après :

- L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2024 susvisé. (...)»

Constats :

L'exploitant a transmis, via l'application GIDAF, les résultats des 3 campagnes de mesures des PFAS. Les prélèvements ont été réalisés le 30/05/24, le 28/06/24 et le 05/08/2024.

La déclaration des résultats était toutefois incomplète car l'exploitant n'avait pas complété le débit journalier de rejet, ne sachant comment le déterminer. L'inspection lui a transmis le calcul à faire par courriel du 04/02/2025 (pluviométrie du site * surface de ruissellement d'eau pluviale susceptible d'être polluée).

L'exploitant a transmis par courriel du 21/02/2025 le calcul et le débit demandé :

« Nous avons mené l'exercice pour estimer un débit.

Pluviométrie : utilisation des données de la station de Monswiller site internet suivant infoclimat.fr

Cumul annuel (en mm) sur 2024 : 959 mm soit 0.959 m

Surface de ruissellement d'eau pluviale sur la zone de l'alvéole : 6000 m²

Calcul : $0.959 \times 6000 = 5754 \text{ m}^3/\text{an}$

$5754/365 = 15.76 \text{ m}^3/\text{j}$

$15.76/24 = 0.66 \text{ m}^3/\text{h}$. »

Il a également mis à jour sa déclaration GIDAF en ajoutant cette donnée.

La mise en demeure est levée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Situation administrative - Rubrique 2760

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/03/2025, articles L.511-2 et R.511-9

Thème(s) : Situation administrative, /

Prescription contrôlée :

L.511-2 du code de l'environnement

« Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. »

R-511-9 - annexe 4 du code de l'environnement, rubrique 2760 :

2760. Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720



2.7. Déchets

Rubrique modifiée par les Décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014, Annexe, n° 2014-1501 du 12 décembre 2014, n°2018-458 du 6 juin 2018 et n°2018-900 du 22 octobre 2018)

Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :

1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4	(A-2)
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	
a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540	(E)
b) Autres installations que celles mentionnées au a	(A-1)
3. Installation de stockage de déchets inertes	(E)
4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique Pour la rubrique 2760-4 : Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	(A-2)

(A) : autorisation, (E) : enregistrement, (DC) : déclaration avec contrôle périodique

Constats :

La décharge de sable de fonderie exploitée par la société KUHN est autorisée par arrêté préfectoral du 24/05/1991 sous la rubrique n°167-B de la nomenclature des installations classées : Installations d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées.

Cette rubrique a été supprimée et substituée par la rubrique 2760 par décret 2010-369 du 13/04/2010 qui distingue notamment :

- les installations de stockage de déchets dangereux (2760-1) ;
- les installations de stockage de déchets non dangereux et non inertes (2760-2) ;
- les installation de stockage de déchets inertes (2760-3) ;
- les installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique (2760-4).

L'exploitant classe les sables de fonderie qui ont été déposés sur cette décharge sous le code déchets (cf liste de codification des déchets - Annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement) : **10 09 08 : Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée** autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07.

Ce code dispose d'une rubrique miroir dans la liste de codification des déchets. Il s'agit de la rubriques : **10 09 07* : Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses**.

L'exploitant considère ainsi être rattaché à la rubrique 2760-3 - Installation de stockage de déchets inertes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection des installations classées la démonstration du caractère inerte et non-dangereux des sables de fonderie apportés sur site.

Pour l'aspect dangerosité, il est attendu que cette démonstration s'appuie sur la méthode de caractérisation développée dans le guide INERIS n°227377-2711251 du 22/11/2024 relatif à la Classification réglementaire des déchets - guide d'application pour le classement en dangerosité, ou à défaut par la caractérisation de la composition des déchets stockés et l'absence ou la présence des propriétés de danger (HP1 à HP15).

Pour l'aspect inerte/non inerte, il est attendu que celui-ci soit établi conformément aux dispositions de l'arrêté du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 11

Thème(s) : Autre, /

Prescription contrôlée :

"L'installation sera entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles, d'une hauteur minimale de 2 m, empêchant l'accès au site.

Un portail fermant à clé interdira l'accès à la décharge. "

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection constate que l'accès principal à la décharge est interdit par un portail fermé à clé.

En ce qui concerne la clôture, l'inspection note qu'elle ne répond pas aux critères prescrits. Elle prend la forme de fils barbelés reposant sur des traverses épaisses en bois plantées verticalement dans le sol. Sa hauteur est inférieure à 1m50. Elle présente par endroits des ruptures de continuité et à d'autres endroits elle est recouverte d'imposants massifs de ronces. Elle n'empêche pas l'accès au site.

Il est difficile de visualiser les limites du site compte tenu de l'envahissement de son pourtour par la végétation et notamment par les ronces.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Suivi d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 31
Thème(s) : Autre, Documents d'exploitation
Prescription contrôlée : " L'exploitant tiendra à jour des documents d'exploitation mentionnant : <ul style="list-style-type: none">• les alvéoles en cours d'exploitation ;• un historique du remblaiement ;• la hauteur des déchets enfouis ;• un comptage au jour le jour avec la nature des matériaux, leurs origines et leurs volumes. La mise à jour de ces documents sera effectuée régulièrement. "
Constats : L'exploitant n'a pas présenté les documents d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Déchets non-admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : " En aucun cas, le transit et le stockage de matériaux susceptibles de polluer le milieu récepteur, notamment les déchets provenant des installations classées pour la protection de l'environnement ou les matières relevant de cette réglementation, ne doivent être amenés sur le site, même de façon temporaire. Il s'agit en particulier de : Liste des principaux matériaux interdits pour remblayer le site <ul style="list-style-type: none">- sables non brûlés contenant des liants organiques de synthèse ;- fines provenant des dépoussiérage du sable ;- poussières provenant des fumées du four ;- sables brûlés retenus au tamisage après décochage ;- poussières provenant du travail des pièces (ébardage, meulage...). ainsi que : <ul style="list-style-type: none">- ordures ménagères, déchets hospitaliers... ;- produits bitumineux (y compris ceux provenant de réfection de chaussées) ;- déchets industriels (chimiques, biologiques...) ;- liquides inflammables et toxiques ;- boues de forage ;- boues de station d'épuration (urbaines et industrielles) ;- objets dits « encombrants » (literie, électroménager, mobilier, véhicules, pneus...) ;- papiers, textile et habillement, matières plastiques, caoutchouc, métaux...- produits solubles."
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate la présence d'un stock d'anciennes traverses de chemin de fer directement après le portail sur la partie Est du site. L'inspection note également la

présence d'un stock de dalles en béton armé. Il s'agit de déchets non-admissibles sur le site (cf photos n° 1 et 2 en annexe).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 40

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

« Un suivi de la qualité des eaux souterraines sera assuré après mise en place d'un piézomètre en aval de la décharge. Son emplacement sera défini en accord avec l'hydrogéologue officiel. Des analyses concernant le pH, la DCO, le Cn, le Cd, le Pb, le Zn, le Hg, le Cr, les hydrocarbures totaux et les composés phénoliques seront réalisés une fois par an.» .

Constats :

Le site est équipé de 3 piézomètres, 1 amont et 2 avals d'après les données communiquées par l'exploitant (cf rapport de suivi de la surveillance annuelle des eaux souterraines de la décharge de sable, page 3/25, ECOE Environnement).

Le jour de la visite, l'inspection contrôle par sondage deux des piézomètres situés sur la partie plate de la décharge. Ils sont en bon état et obturés par un cadenas.

L'exploitant a transmis à l'inspection le 09/08/2024, un rapport de surveillance des eaux souterraines. Les analyses sont réalisées sur un prélèvement du 11/04/2024. Les paramètres surveillés par l'exploitant correspondent aux paramètres prescrits augmentés d'une vingtaine d'autres paramètres dont le Cuivre (Cu), l'ion Fluorure (F-), les COV...

Les résultats ne font pas apparaître de valeurs supérieures aux valeurs de références de potabilité (Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine), sauf pour la conductivité :

PZ1 : 1108

PZ2 : 1072 et

PZ3 : 1185 en uS/cm à 25°C

contre une valeur de référence comprise entre 200 et 1100.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant commente les résultats sur le paramètre conductivité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 38

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

«Sont interdits : tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi que la conservation de la faune et de la flore.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux.»

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection constate que le bassin de lixiviation de la décharge déborde dans le milieu naturel (cf photos n° 3 en annexe).

L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer le fonctionnement de ce bassin de lixiviation et ne sait pas s'il a déjà fait l'objet de travaux de curage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant apporte des éléments quand à la configuration et à l'entretien de ce bassin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Réaménagement définitif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 30

Thème(s) : Autre, /

Prescription contrôlée :

" Les casiers seront comblés et aplanis à un niveau inférieur de 1,5 m environ à celui du terrain naturel initial. Il sera alors procédé à la mise en place sur toute la surface de matériaux inertes et imperméables (perméabilité inférieure à 10 m/s).

Le terrain sera ensuite recouvert de 20 cm de terre végétale meuble.

Enfin, le terrain sera engazonné. "

Constats :

Le jour de la visite, aucune activité de transit, ni d'apport de déchets n'est constaté sur site.

L'exploitant précise qu'une forte réduction de la quantité de déchets stockés a été initié en 2018, pour un arrêt définitif des apports en 2020.

Depuis, d'après l'exploitant, les sables de fonderie sont évacués par un prestataire : EQIOM à Heming (57) sous le code déchet 10 09 08 - Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07.

D'après l'exploitant, un seul casier (ou alvéole) a été créé et alimenté par des apports de déchets en partie nord du site. Celui-ci n'a pas encore fait l'objet du réaménagement définitif prescrit.

Bien que la décharge soit en cours de végétalisation, le parcours du site à pied permet d'observer des sables noirs affleurants ça et là. Ils apparaissent du fait du retournement d'une partie du site par des sangliers et la présence de taupinière en lieu et place supposée du casier mais également sur la partie sud du site au droit des parcelles 0041,0024,0025 et 0026 section 11, Saverne.

L'exploitant est en réflexion pour procéder à la cessation d'activité sur le site. Cette démarche devra être conforme au réaménagement prescrit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12/09/2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

N° 3 : Clôture

Nom du point de contrôle : Clôture
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 11
Information confidentielle : La décharge est située à proximité de l'aire d'accueil des gens du voyage. L'exploitant déclare rencontrer une problématique de dégradation régulière des clôtures. L'exploitant subit des dépôts de déchets sauvages réguliers qu'il doit faire évacuer.

N° 8 : Réaménagement définitif

Nom du point de contrôle : Clôture
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/1991, article 30
Information confidentielle : Depuis, d'après l'exploitant, les sables de fonderie sont évacués par un prestataire : EQIOM à Heming (57) sous le code déchet 10 09 08 - Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07.

Annexe
Planche photos

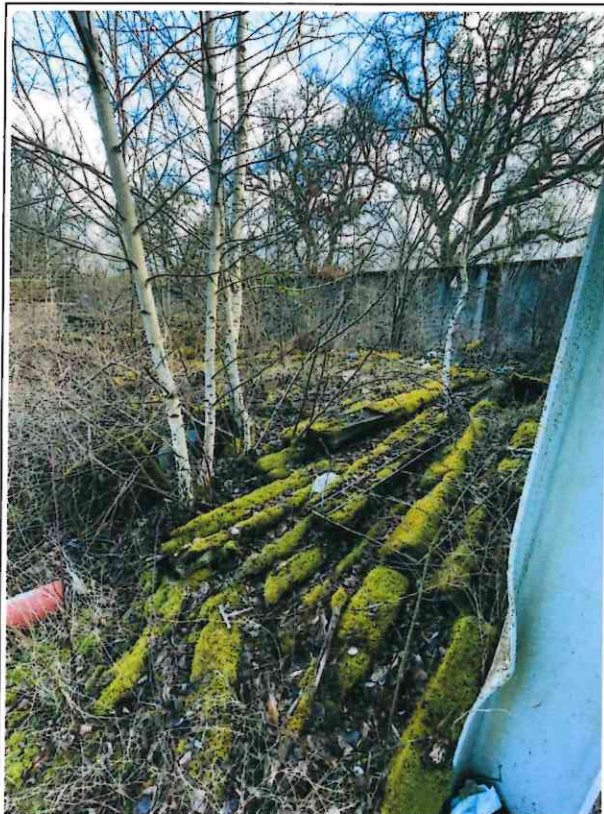


Photo n°1 : dépôt de traverses de chemins de fer



Photo n°2 : dépôt de dalles en béton armé



Photo n°3 : débordement du bassin de lixiviation
Photos prises sur le site de la décharge le 27/02/2025.

